



IHURIRO NYUNGURANABITEKEREZO RY'IMITWE YA POLITIKI MU RWANDA
FORUM DE CONCERTATION DES FORMATIONS POLITIQUES AU RWANDA
CONCERTATION FORUM OF POLITICAL ORGANISATIONS IN RWANDA
BP 7459 Kigali / RWANDA E-mail : forumfp@rwanda1.com

**Communication au Séminaire/atelier
du PROGRAMME D'OBSERVATOIRE DES ÉLECTIONS AU
RWANDA
(CCOIB - CESTRAR - CEJP - CLADHO - LDGL - MAISON DE LA
PRESSE - PROFEMME - IBUKA).**

(Hôtel Umubano Méridien, 04 Août 2004).

Thème III

**Elections, Démocratie, Partis politiques, Droits de l'homme
et Pouvoir local : quels liens ?**

PREAMBULE

Permettez-moi d'abord de dire que le sujet qui m'a été proposé pour que je fasse la (3réSentâtiOn et l'introduction des discussions et débats sur lui, je le trouve complexe et compliqué pour 2 raisons: non seulement parce que chaque terme du titre est en lui même lourd de sens et de significations, mais aussi parce qu'au delà des liens qu'on peut établir de façon linéaire de cause à effet par exemple entre chaque terme et sons suivant, il y a aussi des Mens imbriqués chaque terme et son suivant pouvant se constituer en une combinaison de significations par laquelle il faut analyser les autres ternes du titre proposé , et ainsi de suite.

Mathématiquement, avec les 5 termes du titre proposé, ce pourrait arriver à 24, donc (x^n-1) combinaisons possibles de sens.

Pour plus de facilités pour moi- même, et pour espérer retenir l'attention de l'auditoire, mon propos va être centré sur le premier terme « Elections », non seulement parce que c'est en fait le terme central des débats de ce séminaire, mais aussi parce que tous les éléments énoncés dans le titre proposé pour cette communication, s'y retrouvent rassemblés, à mon avis. Ainsi, l'enchaînement logique de mon exposé sera progressif: d'abord élections et démocratie ; puis élections, démocratie et partis politiques, et ainsi de sine..... pour arriver au tire dans son ensemble Elections, Démocratie, Partis politiques, Droits de l'homme et Pouvoir local.

DEVELOPPEMENT

Elections et démocratie

Comme le confirment les experts eux-mêmes, il n'y a pas une définition unique de ce que sont « *les élections* » ! Tant mieux, dirais-je, car les concepts qui leur sont communément liés eux aussi n'ont pas de définitions fixes, dont notamment le concept « *démocratie* » . En tout cas, cela donne de larges espaces d'inventivité aux communautés qui s'essayent à trouver en leur sein des modes de gouvernance représentatifs et participatifs.

Communément, on définit les élections comme une procédure qui permet aux membres d'une organisation ou d'une communauté de choisir des représentants qui occuperont des positions d'autorité dans cette organisation ou au sein de cette communauté.

D'autres diront que c'est le mécanisme de concrétisation du principe de souveraineté populaire : l'autorité ultime reposant sur le peuple en démocratie, par les élections le peuple délègue cette autorité à ses représentants élus.

En paraphrasant les différentes définitions, on peut dire que les élections démocratiques sont une procédure et en même temps un mécanisme transparent de délégation de la souveraineté du peuple par le peuple lui-même à ses représentants dans les instances de gouvernance de la communauté. C'est donc par les élections que le pouvoir politique démocratique se met en place, se confirme et légitime son autorité de prise décision et d'action.

En langage imagé, beaucoup diront que les élections sont à la démocratie ce que les rayons solaires sont à la lumière : sans rayons solaires, point de lumière. Plus évocateurs peut être, d'autres vont jusqu'à affirmer que le vote est à la démocratie ce que l'acte sexuel est à l'amour: sa réussite ne garantit rien mais un fiasco peut tout gâcher.

Peut-on affirmer pour autant que sans élections, il n'y a pas de démocratie ? Ca, c'est un long débat qui pourrait mobiliser universitaires et politiciens.

Retenons cependant les termes et les comparaisons souvent utilisés quand on parle de lien entre élections et démocratie: communément on dit que les élections sont une clé, un pivot ou un thermomètre d'un processus démocratique. En termes à la mode aujourd'hui, on dirait que **les élections sont un indicateur objectivement vérifiable (IOV) d'une démocratie représentative.**

Dans l'autre sens, c'est à travers les élections que la démocratie véritablement participative apparaît sous ses aspects les plus concrets et le plus vivants. On l'a vu au Rwanda, lors des Elections d'Août/Septembre/Octobre 2003: contributions volontaires et enthousiastes des citoyens au financement pour compenser les réticences de financement de certaines coopérations internationales.

Mobilisation de milliers de jeunes bénévoles pour les opérations d'organisation du vote; isolements en feuilles de bananier et pagnes ; dames candidates qui se cotisent entre elles pour louer ensemble un taxi pour aller animer un meeting sur les collines, chacune à tour de rôle; etc...

Un peuple a eu le temps d'apprendre les règles du jeu démocratique: auto-organisation, ardeur de participation et expression de son vote.

Elections, démocratie et partis politiques

Le lien entre élections et partis politiques est peut être plus clair que le précédent. Qui dit élections démocratiques, dit normalement compétition politique. Qui dit aussi compétition politique dit communément parti politique ! Par le jeu des corollaires, on peut donc dire que « Elections, démocratie et existence de partis politiques » sont intimement liés.

N'allons cependant pas vite en besogne car l'importance de l'existence des partis politiques dans une société démocratique n'a pas toujours reçu l'avis unanime des experts de la théorie de la pensée politique.

Au tait, la justification de l'existence des partis politiques et de leur importance est récente et n' a émergé qu'avec le développement du suffrage universel. Avant, il est vrai que les partis politiques étaient confondus aux factions politiques car ils étaient encore fondés pratiquement sur des rivalités de clans, des affrontements d'intérêts et de luttes d'influences entre grandes familles. C'est pour cela que JJ Rousseau par exemple, fustigeait en son temps, les partis politiques au même titre que les factions politiques comme un mal détruisant l'unité de la société et menaçant la cohésion de l'Etat.

C'est avec le développement du système de suffrage universel que les partis sont devenus des organisations populaires. Comme le dit Max Weber les partis politiques sont en fait des enfants de la démocratie et du suffrage universel car avec le système de « un homme, une voix n est né la nécessité de recruter et d'organiser les masses par un programme politique rassembleur.

La naissance et le développement des partis politiques modernes sont donc en fait la conséquence des transformations provoquées par le système de suffrage universel, et il est à remarquer qu'à chaque élargissement du corps électoral, il y a eu d'ailleurs aussi mutations et élargissement de l'espace des partis politiques.

Depuis, les partis politiques sont devenus des organisations permanentes, des organes qui se disent des professionnelles de l'animation et de la mobilisation politique et même de la gouvernance démocratique dans les pays.

Ce côté permanent et professionnel des partis politiques fait qu'aujourd'hui les partis politiques sont souvent en butte à de critiques vives de ceux qui les accusent d'être des machines à escroquer le vote des doyens.

Ils sont accusés d'appauvrir la vie et le débat politique par leur recherche d'adhésions automatiques et de fidélités à leurs hiérarchies par ceux qui fustigent leur rigidité, leur discipline et leur conformisme. Ils sont aussi fustigés de chercher à monopoliser le débat politique et à faire barrage aux hommes politiques sans parti, communément appelés indépendants.

Les critiques ajoutent aussi qu'il y a d'ailleurs aussi d'autres méthodes d'action politique qui peuvent participer et animer à la compétition, notamment les mouvements ou de ligues de citoyens qui de façon temporaire et occasionnelle, peuvent prévaloir le point de vue des citoyens dans le débat. Mais ces mouvements sont obligés souvent de simuler une forme d'organisation de parti quand ils sont appelés à participer au pouvoir.

La recommandation à ce niveau serait que les partis politiques reviennent à leur tâche première qui consiste à organiser l'opinion et à lui donner une expression. Ils doivent être flexibles et changeants pour évoluer avec les besoins et les problèmes de société qui eux-mêmes évoluent et changent constamment.

Les fonctions premières des partis politiques sont en effet de représenter et d'offrir des alternatives politiques pertinentes et autant de possibilités de choix politique au citoyen électeur- C'est à ce titre que les partis pourront continuer à se prévaloir d'être avec les électeurs, les principaux acteurs des élections; les autres, Commissions Electorales ou Comités d'observateurs restant au niveau du soutien à l'organisation ou à la surveillance du bon déroulement des élections, et non le contraire.

Elections, démocratie, partis politiques et droits de l'homme

Ceux qui font l'apologie des partis politiques, affirment que c'est l'effort et la compétition des partis politiques qui engendrent les meilleures institutions politiques et renforcent (état de droit).

Ce rôle, certains le confient plutôt au système électoral, considérant que les élections sont un grand moment de manifestations de réel état et de la situation des droits de l'homme dans un pays, le premier droit concrétisé par les élections démocratiques et qui est parmi les droits primordiaux de la personne humaine, étant justement la liberté de choix.

Il va sans dire que cette liberté de choix va de pair avec la liberté à l'information, avec la liberté d'expression et la liberté de presse. Il y a aussi la liberté de participation comme électeur ou comme candidat. Toutes ces libertés sont consignées dans les critères ou les qualificatifs scrupuleusement utilisés dans les définitions d'une élection démocratique qui élection libre et transparente pour dire qu'aucune barrière légale, organisationnelle et autre n'est érigée contre la participation du citoyen en raison de son opinion politique, de sa race, de sa religion, de son appartenance ethnique ou régionale

Les autres valeurs promues par les élections démocratiques sont l'état de droit, le maintien et la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement. Pour revenir aux liens entre partis politiques et droits de l'homme, permettez-moi de souligner que les premières revendications des droits de l'homme ont été politiques et faites par les partis politiques.. C'est pour cela que par exemple les premiers instruments juridiques des droits de l'homme portaient en leur titre « droits civils et politiques »(Pacte International relatif aux droits civils et politiques).

Elections, démocratie, partis politiques, droits de l'homme et pouvoir local.

Le premier lien du pouvoir local avec les quatre concepts précédents est à situer d'abord au niveau des modes de transformation mêmes de l'énergie politique de l'électorat et du suffrage exprimé en autorité et en institutions politiques.

En effet, c'est au niveau local, au niveau le plus proche de l'électeur que doit se concrétiser la traduction immédiate du résultat numérique du vote en institutions politiques C'est à ce niveau que doit se concrétiser le principe démocratique de dévolution du pouvoir du peuple à ses représentants, les plus proches étant justement ceux qui vont composer le pouvoir local. C'est ça qu'on appelle démocratie locale pour dire que l'enjeu et le fondement d'une démocratie véritablement représentative et participative est à la base, au contact direct avec le citoyen. Les autres échelons, au niveau région et au niveau national, se construisent à partir du local.

Cela les partis politiques l'ont bien compris, ce qui donne toute l'importance aux élections municipales aujourd'hui dans les démocraties libérales, surtout quand ces municipales sont immédiatement suivies par des élections nationales, parlementaires ou présidentielles. La logique d'action des partis politiques est qu'une victoire électorale nationale se prépare et se gagne d'abord au niveau municipal, d'où leur acharnement de campagne dans les élections municipal.

Dans l'autre sens aussi, une démocratie dynamique a besoin d'énergies, d'initiatives et d'impulsions d'auto renouvellement de la base. Le ressort de la démocratie représentative est au niveau local, au niveau de la cellule, du secteur et du district dans le cas du Rwanda.

C'est d'ailleurs ici que démocratie et décentralisation sont intimement liés dans le sens qu'investir les collectivités locales de pouvoir et de l'autonomie de décision, d'action, de gestion et de contrôle , donc le self-government local, renforce la participation citoyenne qui est l'enjeu et le ressort de toute démocratie.

CONCLUSION

En conclusion, permettez-moi d'insister sur une dimension que je trouve fédératrice des 5 termes du titre qui a été proposé pour la communication. Cette dimension sera aussi la base de mes recommandations.

Le lien entre Election, démocratie, partis politiques, droits de l'homme et pouvoir local est en fait dynamique pour dire qu'il évolue. Sa trame d'évolution devrait être en fait l'objectif de bonne gouvernance. A mon avis les élections, la démocratie, les partis politiques ou le pouvoir local ne sont pas des fins en eux-mêmes, ce sont des moyens d'arriver à un cadre d'épanouissement de la liberté de l'homme: liberté de pensée, liberté de choix et liberté d'action qui sont les buts ultimes de toute méthode ou procédé d'action politique.

L'autre recommandation est de prendre chaque élection comme un moment de vérification et une étape d'approfondissement du processus d'éducation démocratique des populations. Ceci interpelle par exemple les observateurs des élections et c'est ici que réside l'impératif pour eux de ne pas se satisfaire de voyages organisés par cortège le jour des opérations de scrutin ou s'en offusquer quand la logistique fait défaut, mais aussi de se donner le temps pour comprendre les dynamismes et les programmes de formation politique que les pays tentent de mettre en oeuvre. Ainsi, au lieu de menaces de demande de coupures de financements des coopérations internationales en cas d'une élection peu satisfaisante, les observateurs devraient développer plutôt un plaidoyer pour plus de renforcement des programmes d'éducation politique des populations, dans ces pays.

Qui dit niveau d'éducation politique dans un pays, dit niveau d'éducation politique non seulement des électeurs, donc des populations, mais aussi renforcement des capacités des hommes politiques à pouvoir incarner véritablement les problèmes de société pour prétendre emporter le titre de représentant des citoyens. Il va sans dire que cette éducation politique doit se fonder sur des valeurs démocratiques mais aussi s'enraciner dans les traditions culturelles des pays pour honorer, dans le cas du Rwanda par exemple, des valeurs telles que la tradition du compromis et du rapprochement des points de vue; la culture de conciliation et de médiation communautaire et du consensus national.

Je vous remercie

KAYIGEMA Anicet

Secrétaire Exécutif